



ACCEPT

LA CONTROVERSE SUR L'ÉLEVAGE MIEUX LA COMPRENDRE POUR AGIR EN FAVEUR D'UN ÉLEVAGE BIEN ACCEPTÉ

L'ÉLEVAGE FRANÇAIS FAIT
RÉGULIÈREMENT L'OBJET
D'INTERPELLATIONS DE LA PART
DE LA SOCIÉTÉ.

Impact environnemental, risques sanitaires
ou traitement des animaux...
Les questionnements interrogent sur la place
de l'élevage dans une société de plus en plus
concernée par son alimentation
et la manière dont celle-ci est produite.
Face à ces remises en cause, le monde de
l'élevage se sent souvent démuni
et peine à répondre.

**DEPUIS 2014,
LE PROJET ACCEPT
ANALYSE LA CONTROVERSE
SUR L'ÉLEVAGE : SES ACTEURS,
SON AUDIENCE ET
LES MÉCANISMES
EN ŒUVRE.**

Les résultats d'ACCEPT nous aident à mieux
comprendre les points de vue de la société
sur l'élevage de ruminants, de porcs
et de volailles.

Ses conclusions et éclairages participent
à outiller les acteurs de la controverse,
et en particulier ceux de l'élevage,
pour poser les bases d'un dialogue plus
constructif et ainsi favoriser l'émergence
d'un élevage mieux accepté.



Connaître et comprendre la controverse sur l'élevage

LA CONTROVERSE SUR L'ÉLEVAGE CONFRONTE DEUX MONDES

MONDE ASSOCIATIF ET MONDE DE L'ÉLEVAGE S'AFFRONTENT POUR CONVAINCRE LE PUBLIC

QU'EST-CE QU'UNE CONTROVERSE ?

C'est un conflit impliquant deux adversaires et un public qui va les départager. L'enjeu, pour les adversaires, est de défendre leurs intérêts et de rallier le public à leur cause.

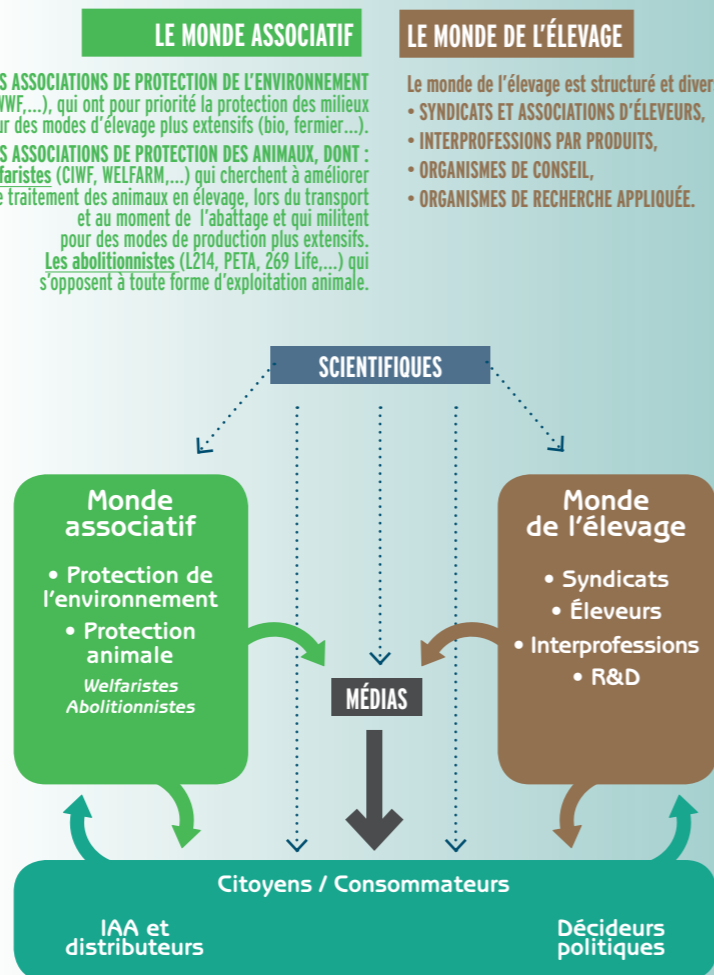
Une controverse naît d'une incertitude, de l'absence de consensus scientifique et social sur un sujet à enjeu pour le public. Elle se nourrit de la tendance croissante des citoyens à remettre en cause l'impartialité des scientifiques et des experts, et se déploie avec l'échange d'arguments par les différentes parties prenantes, devant le public et *via* les médias. Une controverse est un processus créatif : elle permet, au fil des échanges et compromis, d'aboutir à un nouveau consensus social.

Analyser une controverse, c'est donc décrire les acteurs engagés dans le débat, les rapports de force en jeu, les arguments échangés, et les publics concernés. C'est tout l'objet des travaux menés dans le cadre du projet ACCEPT.

LES SCIENTIFIQUES PRODUISENT DES DONNÉES ET RÉFÉRENCES UTILISÉES PAR LES PARTIES PRENANTES COMME PREUVES DANS LEURS ARGUMENTAIRES.

Ce monde scientifique qui s'efforce d'être neutre et objectif est lui aussi traversé par la controverse.

LES MÉDIAS, ACTEURS ESSENTIELS DE LA CONTROVERSE, RELAYENT LES ARGUMENTS DES PARTIES PRENANTES AUPRÈS DU PUBLIC. Ils influencent l'opinion en choisissant de mettre en lumière certains arguments plus que d'autres.



Trois types d'acteurs constituent le public de la controverse :

LES INDUSTRIELS DE L'AGRO-ALIMENTAIRE ET LES DISTRIBUTEURS : leurs décisions agissent sur l'offre et la demande commerciale.

LES CITOYENS-CONSOMMATEURS influencent le marché par leurs choix de consommation et expriment leurs opinions par leur vote.

LES DÉCIDEURS POLITIQUES réglementent et orientent les subventions en faveur de l'élevage.

La diffusion de cas d'Encéphalopathie Spongiforme Bovine (ESB), durant les années 1990, engage un débat sur les pratiques d'élevage et un besoin de transparence et de naturalité chez les citoyens. L'ESB a engendré une crise de confiance durable de la part des consommateurs envers la viande bovine et les acteurs de la filière, et plus généralement envers l'industrialisation de l'agriculture. Par la suite, les réponses techniques et actions de communication des filières ont visé à restaurer la confiance du public par la mise en place d'un système de traçabilité pour tous les bovins, d'une différenciation des produits liée à l'origine, à la race, ou à certaines caractéristiques d'élevage comme le respect du bien-être animal et d'une démarche collective d'engagement : la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage.

LES CRISES DE LA VACHE FOLLE : UNE RUPTURE MAJEURE DANS LA RELATION ENTRE ÉLEVAGE ET SOCIÉTÉ

LES CHAMPS DE LA CONTROVERSE

QUATRE REGISTRES D'INCERTITUDES AUTOUR DE L'ÉLEVAGE...

Élevage et environnement

Des préoccupations entourent l'impact environnemental qu'ont les exploitations d'élevage.

Sont débattus la contribution de l'élevage à la pollution de l'eau (par ses effluents notamment), son impact sur le climat (au travers des émissions de gaz à effet de serre), la manière de nourrir les animaux (en particulier les aliments OGM), son utilisation de ressources (eau, énergie, terres), et plus localement les nuisances (odeurs, bruit).

Conditions de vie des animaux et éthique

Des préoccupations concernent le logement des animaux et en particulier l'accès au plein air et à l'herbe, l'éclairage (naturel ou non), le confort des litières, la liberté de mouvement et les densités d'animaux.

D'autres questionnements entourent l'arrêt de certaines pratiques ou la prise en charge de la douleur occasionnée, qu'elle soit physique (écorneage des ruminants, coupe de la queue des porcelets, époinçage du bec des volailles, etc.) ou psychologique (séparation des vaches et de leur veau, isolement, ennui, etc.). Depuis peu, c'est la légitimité même de l'exploitation animale par l'humain qui est questionnée par certains.

Impact sanitaire de l'élevage et de ses produits

L'utilisation des antibiotiques en élevage et les crises sanitaires sont une source d'inquiétude croissante.

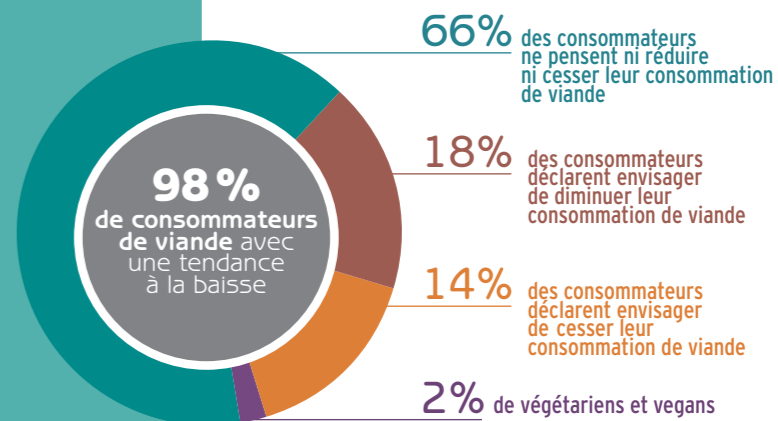
Le risque d'antibiorésistance en médecine humaine et les différentes crises sanitaires des 20 dernières années (ESB, grippe aviaire, fièvre aphteuse, salmonelle, etc.) déclenchent des débats vifs et contribuent à détériorer la confiance envers la sécurité sanitaire des élevages et des aliments. Plus largement, l'impact sur la santé de la consommation de produits animaux est largement débattu, entre les qualités nutritionnelles de ces aliments (qualité des protéines, fer, vitamines) et l'augmentation des risques de cancers ou de maladies cardiovasculaires en cas de consommation excessive.

Modèles d'élevage

L'intensification et la concentration géographique et structurelle de l'élevage sont contestées

L'élevage intensif est spécifiquement interrogé car il cumule des désaccords éthiques (maltraitance des humains, des animaux et de l'environnement) et économiques (l'éleveur, sous couvert de rentabilité, diminue ses coûts de production, parfois au détriment de sa propre rétribution, pour offrir des aliments peu onéreux au consommateur). Le qualificatif « d'industriel », souvent associé à l'élevage intensif, traduit une perception de l'élevage où les animaux sont en grand nombre, en bâtiments, sans accès ni à l'air libre, ni à la lumière du jour. La répartition géographique des élevages, majoritairement en Bretagne, est également contestée, notamment pour des raisons écologiques (excédents d'azote, concentration sur des surfaces limitées,...).

... AUTANT D'ARGUMENTS CONTRE LA CONSOMMATION DE VIANDE ET DE PRODUITS ANIMAUX



L'audience de la controverse sur l'élevage

EN FRANCE, 5 PROFILS DE CITOYENS-CONSOMMATEURS BIEN DIFFÉRENCIÉS

L'ENJEU POUR LE MONDE DE L'ÉLEVAGE :
RASSURER LES PROGRESSISTES

EN FRANCE, QUE CONNAIT LA SOCIÉTÉ CIVILE DE L'ÉLEVAGE ?

Entre inquiétudes, intérêt pour l'élevage et empathie envers les éleveurs, les citoyens-consommateurs sont partagés.

57% reconnaissent mal connaître l'élevage

60% se disent intéressés par les émissions et les articles sur l'élevage

52% se déclarent insatisfaits du respect de l'environnement par les éleveurs

60% sont satisfaits de l'entretien des paysages par l'élevage

59% sont insatisfaits des conditions de vie des animaux en élevage

60% considèrent qu'offrir un accès au plein air à tous les animaux est une priorité

51% DE PROGRESSISTES

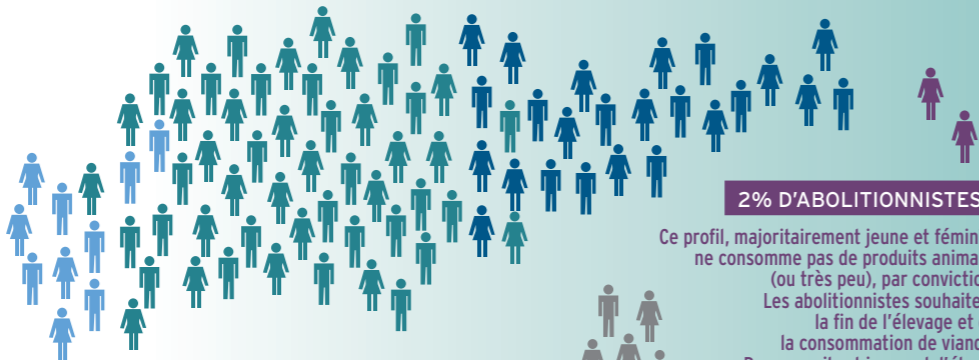
Ces citoyens connaissent mal l'élevage, mais sont de plus en plus intéressés par le sujet et se disent préoccupés par la manière dont sont produits les aliments qu'ils consomment. Ils ne s'opposent pas à l'élevage en général, mais souhaitent voir les pratiques progresser sur les conditions de vie des animaux et les impacts environnementaux. Leur consommation de viande est stable.

24% D'ALTERNATIFS

Ces citoyens souhaitent la fin des systèmes d'élevage intensifs et le développement des modèles alternatifs (bio, circuits courts, à l'herbe, sous signe de qualité,...). Ils envisagent de diminuer leur consommation de viande (ou l'ont déjà fait), pour consommer des produits « bons à penser ».

2% D'ABOLITIONNISTES

Ce profil, majoritairement jeune et féminin, ne consomme pas de produits animaux (ou très peu), par conviction. Les abolitionnistes souhaitent la fin de l'élevage et de la consommation de viande. Pour eux, il est immoral d'élever et de tuer les animaux pour les manger.



10% DE COMPÉTITEURS

Ils se déclarent satisfaits de l'élevage actuel, qu'ils connaissent d'ailleurs assez bien. Ils mettent en avant l'importance de la compétitivité et des exportations pour l'élevage français. Ils sont favorables aux systèmes intensifs, qui sont selon eux les mieux adaptés aux marchés économiques mondialisés.

3% SANS AVIS

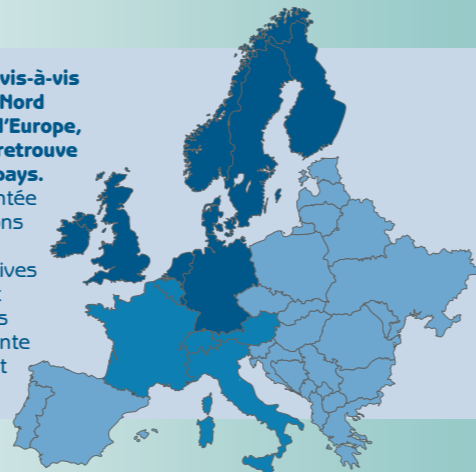
Ils ne connaissent pas l'élevage et ne s'y intéressent pas.

10% NON CLASSÉS

Ils ne ressemblent fortement à aucun groupe.

EN EUROPE, LE REGARD DES CITOYENS EST DIFFÉRENT SELON QUE L'ON RÉSIDE AU NORD OU AU SUD

Le gradient de préoccupations vis-à-vis de l'élevage va décroissant du Nord au Sud et de l'Ouest à l'Est de l'Europe, mais les thématiques que l'on retrouve sont communes dans tous les pays. Dans le Nord de l'Europe, la montée de la contestation, les orientations données par la recherche ou les pouvoirs publics et les initiatives prises par les filières conduisent à des changements de pratiques d'élevage, pour une part croissante de la production, tout en gardant le souci de la compétitivité.



LE REGARD DES CITOYENS-CONSOMMATEURS SUR LES PRATIQUES D'ÉLEVAGE

PLEIN AIR, LUMIÈRE NATURELLE, ÉLEVAGE « TRADITIONNEL » ET REVENU DES PRODUCTEURS SONT LES ATTENTES LES PLUS EXPRIMÉES LORS DES FOCUS GROUPS ENTRE ÉLEVEURS ET CITOYENS-CONSOMMATEURS

Ils aiment



LES ANIMAUX DEHORS, EN PETIT GROUPE, LA NATURALITÉ.

Ils valident



DES BÂTIMENTS OUVERTS, DES RELATIONS ENTRE ANIMAUX ET AVEC L'HOMME, DES ESPACES PROPRES.

Ils comprennent



DES ÉQUIPEMENTS POUR GAGNER DU TEMPS, DES PRATIQUES CONTRAIGNANTES, SI ELLES SONT NÉCESSAIRES ET SI LA DOULEUR ANIMALE EST GÉRÉE.

Ils refusent



L'ABSENCE DE LUMIÈRE NATURELLE, LES ANIMAUX ATTACHÉS OU EN CAGE, L'UNIVERS INDUSTRIEL.

DIFFÉRENTES EXPRESSIONS DE LA CONTROVERSE SELON LES ÉCHELLES LOCALE, NATIONALE, OU EUROPÉENNE

A l'échelle locale, les projets d'élevage sont d'autant mieux acceptés que l'éleveur qui les porte est bien intégré socialement, sait discuter avec les autres, présenter son projet de manière anticipée et l'adapter aux attentes de ses voisins. La production porcine génère plus de tensions car elle est davantage perçue comme porteuse de risques pour le cadre de vie (odeurs, pollutions, etc.). Néanmoins, la capacité de l'éleveur à prendre en compte et gérer ces inquiétudes, y compris dans des contextes peu favorables, permet de surmonter les tensions.

MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE

- Nous avons réalisé un sondage d'opinion, avec l'IFOP, en juin 2016, auprès d'un échantillon de 2000 citoyens représentatifs de la population française, dont sont tirés les chiffres présentés ici.
- Trois groupes de dialogue regroupant chacun 6 citoyens et 3 éleveurs ont été conduits pour échanger de manière approfondie sur l'élevage, ses pratiques et les attentes de chacun.
- 70 entretiens auprès de parties prenantes en France et dans cinq autres pays européens (Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Italie, Espagne) ont permis d'analyser leurs points de vue.
- L'analyse de 16 projets locaux d'élevage a permis d'appréhender la manière dont ils sont perçus par les acteurs locaux et d'analyser les éventuels conflits.

Agir
pour résoudre
la controverse

DES DÉMARCHES COLLECTIVES SE METTENT EN PLACE

DES DÉMARCHES, DES OUTILS, DES ACTIONS COLLECTIVES
ÉMERGENT POUR INSTAURER LE DIALOGUE ET RESTAURER
LA CONFIANCE

DES DÉMARCHES ET PROGRAMMES COLLECTIFS



CHARTRE DES BONNES PRATIQUES D'ÉLEVAGE, CODE MUTUEL CAPRIN
Les éleveurs s'engagent pour « bien faire » et « le faire savoir »



DES DÉMARCHES DE FILIÈRES
Les filières s'engagent pour associer origine France et bonnes pratiques



PLAN ÉCOANTIBIO
Engagement des filières et réduction de 37% de l'utilisation d'antibiotiques en élevage entre 2012 et 2017

DE LA TRANSPARENCE ET DU LIEN



MADE IN VIANDE
Des portes ouvertes pour faire découvrir l'élevage et les métiers de la viande



BIENVENUE À LA FERME
Des agriculteurs accueillent à la ferme (gîtes ruraux, tables d'hôtes...)

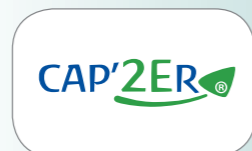


PRÉSENCE DES ÉLEVEURS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX
Faire connaître le métier, échanger, dialoguer

DES OUTILS



EBENE
Diagnostic bien-être en élevage avicole



CAP'2ER
Diagnostic environnement en élevage de ruminants



GEEP
Gestion environnementale des élevages porcins

FACE À LA CONTROVERSE, LES ACTEURS DU MONDE DE L'ÉLEVAGE S'ORGANISENT.

Qu'il s'agisse des éleveurs eux-mêmes, des organisations de développement, des instituts techniques, des interprofessions ou des entreprises des filières, les initiatives foisonnent.

En situation de controverse, il faut accepter d'entendre et de comprendre les points de vue de toutes les parties prenantes.

Pour agir, quelques règles s'imposent :

- 1 - Engager des programmes collectifs et des démarches de progrès pour garantir la qualité des pratiques d'élevage.

- 2 - Rétablir la confiance du citoyen-consommateur en montrant les réalités de l'élevage, en permettant aux éleveurs d'ouvrir leurs fermes et de nouer un dialogue de proximité.

- 3 - Réduire l'incertitude scientifique en produisant des références et des outils pour évaluer la situation et les progrès.

SEGMENTER LE MARCHÉ POUR RÉPONDRE AUX DIFFÉRENTES ATTENTES DES CONSOMMATEURS

Si des évolutions de pratiques et de systèmes d'élevage sont nécessaires, l'enjeu est de les financer. Trois voies sont envisageables : le marché (prix), l'État (subventions ou taxes), les filières (organisation).

Dans le nord de l'Europe, deux stratégies de financement sont mises en œuvre :

- 1 - Faire payer tous les consommateurs ou citoyens** en réorientant les aides publiques, en taxant les produits animaux ou en prélevant quelques centimes sur chaque kilo vendu pour alimenter un fonds d'indemnisation des surcoûts.
- 2 - Segmenter le marché**, pour permettre aux consommateurs de choisir leurs produits selon leurs convictions et leur budget, avec des labels « bien-être animal » et des systèmes de notation.

En France, à côté des signes officiels de qualité, bien développés par rapport aux pays du Nord, **les démarches privées de segmentation se multiplient**, créant une compétition sur le marché des produits animaux « bons à penser ». Les plans de filière conçus dans le cadre des États Généraux de l'Alimentation mettent en avant une volonté de montée en gamme de la production française autour de socles de qualité.

QUELS MONDES DEMAIN ? 5 SCÉNARIOS PROSPECTIFS

LES ÉVOLUTIONS POSSIBLES DE LA CONTROVERSE NOUS DESSINENT
CINQ FUTURS CONTRASTÉS

1 - Faire face au dérèglement climatique

Le dérèglement climatique contraint la production agricole mondiale, alors que la pression démographique reste forte. La controverse s'apaise : produire est la priorité. Les tensions s'exacerbent, le fossé Nord-Sud se creuse, la pression migratoire s'accroît. Le prix des denrées agricoles est en hausse. Les enjeux sociétaux apparaissent secondaires face à l'urgence climatique, économique et alimentaire. L'agriculture de chaque État et de chaque région accorde la priorité aux productions pour lesquelles ses avantages comparatifs sont les plus nets. En France, les productions céréalières progressent tandis que les activités d'élevage régressent. Résistent un élevage herbivore économe dans les zones non cultivables et des élevages de granivores productifs et efficaces, valorisant en priorité des coproduits. Le profil des consommateurs « indifférents » vis-à-vis de l'élevage est majoritaire dans la population. Face à la crise alimentaire, les « alternatifs » privilégient de nouvelles formes d'autosuffisance en cultivant leur jardin.

2 - La junk-food se généralise

En l'absence de crise majeure, les citoyens, en quête de loisirs, deviennent relativement indifférents à la qualité de leur alimentation, tant qu'elle reste saine. Ils consacrent une part limitée de leur budget à l'alimentation. Les divertissements, Internet, les réseaux sociaux occupent le devant de la scène, dans un processus de distanciation vis-à-vis de la réalité. Les pratiques alimentaires se mondialisent et s'orientent vers des produits toujours plus transformés. L'attention vis-à-vis des enjeux éthiques et environnementaux s'amenuise. En agriculture, c'est le triomphe du libéralisme. Dans une logique de compétitivité-coût, les systèmes d'élevages français se concentrent et poursuivent leur agrandissement pour exploiter au maximum les économies d'échelle et d'agglomération. Les consommateurs « indifférents » vis-à-vis de l'élevage deviennent majoritaires.

3 - Filières et citoyens co-construisent des démarches de progrès

Un dialogue se structure entre les acteurs des filières et de la société. Il permet le maintien d'une diversité de systèmes d'élevage socialement acceptés. La production conventionnelle s'est progressivement adaptée à la demande. Les nouvelles démarches sont portées par les interprofessions, ou directement par les distributeurs ou les industriels. Chaque filière dispose d'un socle commun de bonnes pratiques qui permet une production conforme aux objectifs de développement durable. Le nombre d'élevages sur le territoire français a connu une lente érosion et s'est stabilisé. Les démarches de qualité se sont renforcées et diversifiées et chaque citoyen trouve des produits adaptés à ses attentes. Les citoyens sont majoritairement « progressistes » et rassurés par les efforts faits par les filières. La plupart des « compétiteurs » sont satisfaits de cette évolution qui est, à leurs yeux, la garantie de la compétitivité de l'élevage, dans la durée.

4 - Produire moins mais mieux, sur le modèle viticole

La société partage une aspiration généralisée à mieux et moins consommer de produits animaux. Pour des raisons environnementales, d'éthique et de santé, les citoyens consomment moins de produits animaux qu'aujourd'hui et cherchent à mieux maîtriser la qualité et l'origine de leur alimentation. Même s'il subsiste une part de production standard, notamment pour la restauration hors foyer, les filières officielles de qualité (Bio, labels, AOP...) se sont fortement développées. Les ménages achètent essentiellement des produits sous signes labellisés, si possible en circuits de proximité. Ils consacrent un budget plus important à leur alimentation. La production de viande a globalement fortement diminué. Il y a moins d'élevages en système conventionnel et davantage d'élevages, mais de petite dimension, dans des systèmes alternatifs. L'abattage répond à des normes très strictes, en particulier sur le temps de transport des animaux à l'abattoir. En élevage de ruminants, les systèmes sont essentiellement basés sur l'herbe, y compris pour l'engraissement. Le groupe des « alternatifs » est majoritaire dans la population.

5 - Stigmatisée, la viande est le nouveau tabac

La pensée végétane est progressivement devenue majoritaire dans la société et entraîne une marginalisation de la production et de la consommation de viande. Des consommateurs de viande existent toujours, mais sont stigmatisés. Il reste très peu d'élevages sur le territoire français. La consommation globale de produits animaux est faible, remplacée par celle de protéines végétales. Il reste globalement peu de liens entre humains et animaux : la propriété d'animaux est très réglementée et rare, interdite dans les cirques et les zoos, et même en diminution chez les particuliers. La chasse est interdite. De nouvelles controverses font leur apparition autour de la prolifération d'animaux « nuisibles » ou sauvages. Des controverses (sanitaires, environnementales, économiques) entourent également la production industrielle de substituts protéiques à la viande et celle des fertilisants chimiques nécessaires aux cultures. Le groupe des « abolitionnistes » est majoritaire.



OBJECTIFS DU PROJET ACCEPT

L'élevage est fréquemment et diversement interpellé par la société. Avec des causes et des modalités multiples et complexes, des controverses et des mobilisations collectives se développent. Le projet ACCEPT apporte des connaissances scientifiques nouvelles sur ces mouvements de société. Grâce à elles, les parties prenantes concernées par l'élevage, en premier lieu les éleveurs et leurs partenaires, pourront ainsi mieux les comprendre et adapter leurs choix stratégiques et leurs registres d'argumentation.

UN PROJET ORGANISÉ AUTOUR DE 4 ACTIONS

- 1 - Recensement et analyse des controverses et remises en cause sur l'élevage :** sujets, acteurs, arguments employés, pour l'ensemble des filières animales, en France et dans cinq autres pays de l'Union européenne.
- 2 - Analyse de cas concrets de conflits autour de projets locaux d'élevage :** comprendre les facteurs sociaux qui favorisent ou préviennent la mobilisation à l'échelle locale, autour des projets d'installation ou de développement d'activités d'élevage.
- 3 - Évaluation de la perception des élevages et des attentes de la société :** comprendre et croiser les points de vue des éleveurs, des citoyens, des visiteurs de portes ouvertes et de militants de la cause animale, au travers d'études qualitatives et quantitatives.
- 4 - Identification et proposition de voies d'évolution et recommandations :** analyse des démarches collectives et privées pour répondre aux attentes sociétales, réalisation d'une étude prospective et conception d'un outil d'autodiagnostic pour les éleveurs.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Cartographie de la controverse sur l'élevage et de ses différentes composantes en France et dans d'autres pays de l'UE, identification des déterminants des conflits locaux autour de projets d'élevage, formalisation de l'audience de la controverse au travers d'une typologie des citoyens, analyse des réponses apportées par les filières, identification de cinq scénarios prospectifs.

Retrouvez tous les résultats du projet ACCEPT sur : <http://accept.ifip.asso.fr/>

LE PROJET ACCEPT A ÉTÉ PILOTÉ PAR L'IFIP-INSTITUT DU PORC ET FINANCÉ PAR LE FONDS CASDAR SUR LA PÉRIODE 2014-2017



DES INSTITUTS TECHNIQUES AU SERVICE DE FILIÈRES ANIMALES DURABLES

L'objectif des instituts techniques animaux, Idele, Ifip et Itavi, est d'accompagner la mise en place de filières animales durables, associant compétitivité et prise en compte des attentes sociétales. Ils travaillent ainsi à réduire l'incertitude scientifique qui entoure les controverses en produisant des références et des outils de diagnostic qui permettent d'objectiver la situation et de progresser.

Sur l'environnement, les travaux portent sur la qualité de l'eau, les gaz à effet de serre, le stockage du carbone, la consommation et la production d'énergie, la protection de la biodiversité, l'entretien des paysages ... Sur le bien-être animal, ils s'investissent au niveau de l'élevage, du transport et de l'abattage des animaux. Ils produisent des indicateurs pour caractériser le bien-être et forment les acteurs. Dans le domaine sanitaire, ils accompagnent les recherches et les actions pédagogiques pour limiter l'usage des antibiotiques en élevage, via des activités de prévention ou de nouvelles méthodes de traitement. Dans le champ économique, ils interviennent pour mesurer l'impact de la prise en compte des attentes sociétales, au niveau des élevages comme des filières, analyser les choix stratégiques des autres pays, comprendre les attentes des marchés et aider à construire des filières d'avenir.

Enfin, comme dans le projet ACCEPT, ils analysent les ressorts sociologiques qui expliquent les représentations comme les comportements des parties prenantes.